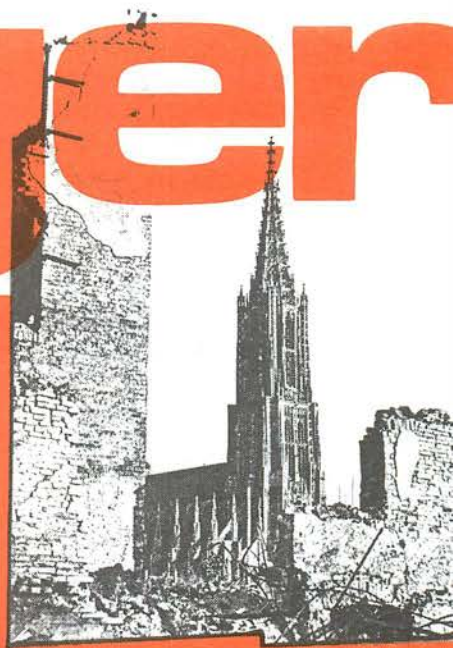
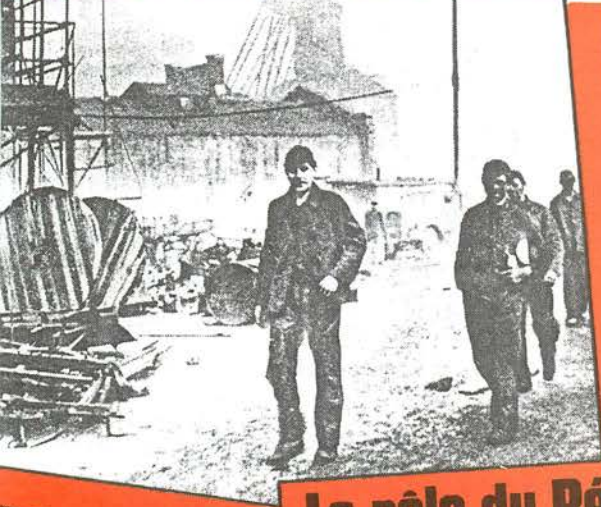


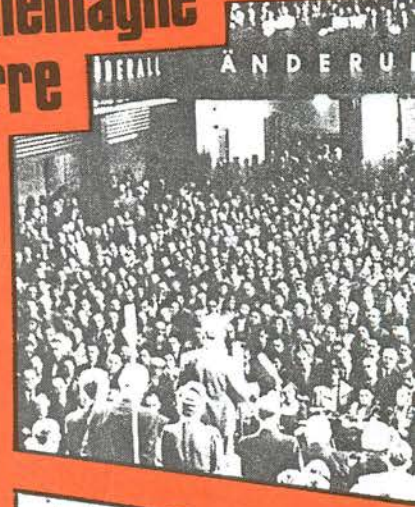
TRIBUNE DE CAUX

changer



UNE PAGE D'HISTOIRE

Le rôle du Réarmement moral en Allemagne dans l'immédiat après-guerre



« Le public... emboîte le pas à ce qui est à la fois un véritable spectacle et un témoignage de foi parmi les plus vibrants qui soient. »

La Vie

michel orphelin

dans un spectacle solo
inspiré par la vie de François d'Assise

un en soleil pleine nuit

PROLONGATION

en novembre

THEATRE DU RANELAGH

5, rue des Vignes, 75016 Paris

Les mercredis, jeudis, vendredis et samedis à 20 h
(accueil-buffet à partir de 19 h)
et les dimanches à 15 h

Prix des places 45 et 35 F (Etud., Coll., CV 30 F)

Location : 288.64.44

changer

TRIBUNE DE CAUX

Revue mensuelle
publiée par le Réarmement moral
Commission paritaire de la presse : N° 62060

Responsable de la publication :

Jean-Jacques Odier.

Rédaction et réalisation : Frédéric Chavanne, Philippe et Lisbeth Lasserre, Daniel Mottu, Nathalie O'Neill, Charles Piguet, Philippe Schweisguth, Evelyne Seydoux.

Administration, diffusion : Nancy de Barrau, Maurice Favre, Héléne Golay, Colette Lorain, Marcel Seydoux.

Société éditrice : Editions, théâtre et films de Caux S.A., Lucerne (Suisse).

Imprimerie : Publications Périodiques Spécialisées, 01600 Trévoux (France).

France : 68, bd Flandrin, 75116 Paris.

Tél. (1) 727.12.64.

Suisse : Case postale 3, 1211 Genève 20.

Tél. (022) 33.09.20.

ABONNEMENTS ANNUELS (12 numéros)

France : FF 60 ; Suisse : Fr.s. 24. - .

Belgique : FB 450 ; Canada : \$17. - .

Autres pays par voie normale : FF 68 ou

Fr.s. 27. - . Pays d'outre-mer, par avion :

FF 75 ou Fr.s. 30. - . Prix spécial étudiants,

lycéens : FF 30 ; Fr.s. 15. - ; FB 225.

Verser le montant de l'abonnement :

France : à « Changer » (68, boulevard Flandrin, 75116 Paris), par chèque bancaire, ou par C.C.P. 32 726 49 T, La Source.

Suisse : à « Changer », C.C.P. 12 755, Genève.

Belgique : au Réarmement moral, 123, rue Th.-De-Cuyper, Bte 39, 1200 Bruxelles, C.C.P. 000-057 81 60-40 Bruxelles (avec la mention « abonnement Changer »).

Canada : par chèque bancaire au nom de « Tribune de Caux », 387, chemin de la Côte Sainte-Catherine, Montréal, Québec H2V 285.

Zone franc d'Afrique : par mandat de 3 750 francs CFA (abonnement avion) ou 3 400 francs (par voie maritime) à « Changer » (68, boulevard Flandrin, 75116 Paris), C.C.P. 32 726 49 T La Source France.

Que veut le Réarmement moral ?

La refonte de la société ne peut s'opérer en définitive que par la transformation des hommes. Tel est le principe.

Une école du changement où les hommes apprennent à rechercher la volonté divine, à respecter les valeurs morales et à les rendre contagieuses. Tel est le cheminement.

Des équipes agissantes s'efforçant d'établir un dialogue fécond là où règne l'antagonisme, de guérir les hommes de leurs préjugés et de leurs haines jusque dans l'arène sociale et politique ou dans les relations internationales. Telle se présente l'action sur le terrain.

Conçu à l'origine et poursuivi depuis plusieurs décennies par des personnes animées par l'idéal chrétien, le Réarmement moral se veut ouvert à des hommes de toutes croyances dans un respect mutuel et en vue d'un combat commun pour un avenir meilleur.

Un rêve

Le manque de cohésion qui se manifeste dans les rangs du gouvernement français, la difficulté qu'il éprouve à concilier relance de l'économie et lutte contre l'inflation, le risque d'étatisme que représente l'extension des nationalisations, dénoncé même par le syndicat C.F.D.T., tout cela provoque l'ironie narquoise ou l'ire virulente de l'opposition. La hargne qui oppose les deux fractions de l'Assemblée nationale n'est pas moindre que du temps de l'ancien gouvernement.

Cette situation, bien particulière à la France, laisse songeur. Réalisme et rigueur d'un côté, préoccupation sociale et atténuation des inégalités de l'autre, sont-ils des notions à ce point

inconciliables ? Il n'est pas déraisonnable d'espérer qu'un jour un gouvernement saura intégrer ces deux courants de pensée dans sa stratégie politique. Sans cela, pas de miracle français. Pas de miracle non plus sans un désir sincère de la gauche comme de la droite d'apprendre quelque chose des aspects positifs de l'autre camp.

La volonté d'avoir seul raison et d'être seul à posséder la vérité est profondément ancrée dans notre nature d'hommes. Et rare, en revanche, est le sentiment d'avoir besoin de celui qui pense différemment. On rêverait de voir instituée un jour une école où les hommes politiques apprendraient cet art.

Méridien

Caux, session d'hiver

27 décembre au 3 janvier

Commençant le 27 décembre au matin, une session d'une semaine aura lieu au centre international du Réarmement moral à Caux-sur-Montreux, en Suisse. Le thème « Pouvoir corrupteur, pouvoir libérateur » servira de point de départ aux séances plénières et aux réunions plus restreintes.

Inscriptions jusqu'au 15 décembre au plus tard au secrétariat des conférences du Réarmement moral, CH 1824 Caux, Suisse, tél. 021/61.42.41.

BOITE A LETTRES

Les A.S.T.I. et le Réarmement moral

Dans un périodique diffusé par les A.S.T.I. (Associations de Solidarité avec les Travailleurs Immigrés), nous lisons sous la plume de Yves de La Haye : « Le vice du Réarmement moral, c'est de vouloir éviter les conflits à tout prix, en émoissant tout esprit revendicatif ; c'est de nier l'opposition des intérêts. Le Réarmement moral met les adversaires sur le même pied. Il n'y a pas pour lui d'exploiteurs et d'exploités, d'agresseurs et de victimes : il n'y a que des hommes à responsabilité égale. »

Yves de La Haye conclut : « On ne saurait trop dénoncer un discours qui tend à transformer les victimes en coupables. »

Ces réflexions ont été provoquées par la lecture de notre numéro 115, consacré aux immigrés. Une telle prise de position, émanant d'un mouvement dont l'action bénéfique en faveur des immigrés est indéniable, illustre bien deux choix fondamentaux.

Ou bien on raisonne en termes de classes en conflit, d'exploiteurs et d'exploités, ou bien on considère que l'homme, quelle que soit sa position, est imparfait mais aussi perfectible, et alors on ne peut encenser un individu

simplement parce qu'il souffre, ni condamner l'autre sans appel parce qu'il fait souffrir.

Yves de La Haye accuse le Réarmement moral de vouloir apaiser les conflits. Faudrait-il alors les envenimer systématiquement ? Il y a une troisième voie, qui est précisément celle du Réarmement moral. Elle consiste à chercher, derrière les conflits, les hommes en présence et non seulement les structures. Il s'agit de résoudre les conflits dans leurs causes essentielles que sont l'instinct de domination, la peur, la haine, l'orgueil, les préjugés, l'ignorance.

Cette façon d'aborder les problèmes a fait ses preuves. Des milliers d'hommes l'ont expérimentée dans leur vie. *Changer* en a relaté maints exemples dans chacun de ses numéros.

Qu'il s'agisse de conflits entre classes, races ou nations, il nous faut trouver des solutions qui n'éliminent ni l'une ni l'autre des composantes, qui ne remplacent pas une domination par une autre. Pour une telle tâche, tous les efforts valent la peine, et nous serions étonnés que les valeureux militants des A.S.T.I. n'en conviennent pas.

M.K.-J.J.O.

A TRAVERS CHAMPS

La pente et l'orientation

Avec notre chère voisine qui connaît les bons coins de la Forêt de Lyons, nous étions allés, un dimanche d'octobre, à la recherche de ces discrets et délicieux champignons noirs qu'on appelle « trompettes de la mort ».

Après deux quêtes sans résultat nous avons arrêté la voiture au bord de la route qui relie le hameau de « Faute-d'Argent » au village de Bézu-la-Forêt. J'avais laissé les dames chercher aux abords de la route et, rempli de cette euphorie vantarde qui me joue à chaque fois des tours, j'étais monté rapidement à travers la futaie de hêtres jusqu'aux lisières des pâtures de la Saussaye.

Au retour, j'avais le soleil dans l'œil et pour l'éviter j'avais dévié peu à peu vers le nord, sûr de recouper quand même la route puisque je redescendais la pente... Seulement voilà ! Dans la forêt comme dans la vie les pentes sont multiples et il est dangereux de s'y fier... J'avais fini par arriver dans un gaulis où j'étais complètement perdu !

Une fois sorti de la forêt en suivant un sentier, il me fallut presque une heure de marche à travers champ pour retrouver la route... et une voiture complaisante pour me ramener aux deux dames que ma sottise avait terriblement inquiétées.

Ah ! Si au lieu de suivre la pente je m'étais assis un instant pour réfléchir et retrouver l'orientation !

Philippe Schweisguth

Le rôle du Réarmement moral en Allemagne dans l'immédiat après-guerre



« Où sont les Allemands ? Nous ne pouvons pas reconstruire l'Europe sans l'Allemagne. » Aucun de ceux qui étaient présents dans le hall d'entrée du centre de Caux, ce 14 juillet 1946, n'a oublié cette question posée par Frank Buchman aux amis qu'il retrouvait après sept ans de séparation due à la guerre. Il arrivait d'Amérique mû par une puissante conviction de tout mettre en œuvre pour que l'Europe réussisse la paix dans la démocratie.

Il est vrai que fort peu de gens, aux Etats-Unis et parmi les puissances alliées, incluaient l'Allemagne, détruite, punie, condamnée à vivre au ban de la communauté internationale, dans l'énorme effort de reconstruction matérielle, politique et morale qui avait commencé et dans lequel le centre du Réarmement moral à Caux, qui ouvrait tout juste ses portes, allait jouer un rôle capital.

Dès ce même été 1946, quelques rares Allemands purent venir à Caux. Mais ce n'est qu'en septembre 1947, à la suite d'une action menée de concert avec les chefs alliés, que les nouveaux dirigeants allemands purent s'y rendre en grand nombre et que des équipes internationales du Réarmement moral purent aller travailler dans l'Allemagne dévastée de 1948. On sait ce qui en résulta : « L'équivalent idéologique du Plan Marshall » selon les mots de l'Américain Paul Hoffmann, administrateur du Plan, tandis que le chancelier Adenauer devait parler des « grands et fructueux services » rendus à son pays par le Réarmement moral, du « rôle invisible et efficace » qu'il a joué dans d'importantes négociations internationales.

Un petit livre paru récemment aux Etats-Unis (1) dévoile certains des événements qui, en coulisse, ont rendu possible cette

évolution durant les années cruciales de l'immédiat après-guerre.

Nous en reproduisons dans ces pages quelques-uns des extraits les plus significatifs, notamment les passages qui révèlent le rôle des autorités alliées en conjonction avec les hommes du Réarmement moral, parmi lesquels l'auteur du livre, l'Américain Ken Twitchell, qui fut un des tous premiers collaborateurs de Frank Buchman.

Un vide à combler

Au lendemain de la première guerre mondiale, c'est l'échec des vainqueurs, incapables de combler le vide dans lequel se trouvait plongée l'Allemagne et de l'aider à se doter d'un leadership valable, qui a dressé le décor dans lequel allait se dérouler le drame hitlérien. Au lendemain de la deuxième guerre, le même vide faisait le jeu

de la stratégie communiste de conquête de l'Europe.

Au printemps 1947, à Washington, l'idée s'imposa à quelques-uns d'entre nous qu'il fallait inviter à Caux les dirigeants de la nouvelle Allemagne. Les difficultés se présentèrent aussitôt à mon esprit : à l'époque, aucun Allemand n'avait le droit de franchir la frontière. La haine de tout ce qui était allemand était intense, surtout dans les pays d'Europe qui avaient subi la terreur nazie dans toute sa cruauté. Le coût d'une telle opération serait énorme. Et comment sélectionner ceux qui seraient invités ?

Néanmoins, nous poursuivîmes cette idée, ma femme et moi.

Après une démarche auprès du général Marshall, qui était à l'époque secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères, M. et Mme Twitchell obtiennent des autorités américaines la permission de se rendre en Allemagne. Ils font auparavant escale en Angleterre où ils rencontrent Lord Pakenham, chargé de la zone britannique d'occupation en Allemagne. Celui-ci accorde l'autorisation que des Allemands de la zone britannique se rendent à Caux et leur propose une liste de cinquante-cinq noms possibles. « En plus de l'aide alimentaire, leur dit-il, c'est votre travail qui pourra le plus faire pour l'Allemagne en ce moment. »

En juillet 1947, après un bref passage à Caux, les Twitchell et deux collègues, dont un interprète, pénètrent en Allemagne afin d'obtenir une autorisation semblable de la part des autorités américaines.

Des décombres partout

La première ville en ruines que nous vîmes fut Francfort. Nous avions l'impression, étrangement irréaliste, de parcourir à Hollywood un décor abandonné, fait de façades nues derrière lesquelles ne se trouvait aucune construction. Il y avait des décombres partout, empilés à la hauteur de deux étages, s'appuyant à des murs éventrés. Pourtant, même dans ces ruines, on voyait ça et là des « habitations ». La vie continuait.

La plupart des Allemands étaient dégoûtés à jamais du nazisme et terrifiés par le communisme. Les vainqueurs avaient devant eux la chance de réorienter la pensée de l'Europe. Pourtant, à l'exception du plan Marshall, il semblait que nous ne faisons rien du tout. Certes, il fallait punir les vrais agresseurs et juger les coupables avec équité et aussi rapidement que possible. Mais il fallait aussi, et c'était cela le plus important, reconquérir l'allégeance des Allemands alors que s'engageait un combat d'idées capital.

Dans la Ruhr ravagée par les bombardements, les usines recommencent à tourner.



Nous demandâmes à voir Robert Murphy, conseiller politique du général Clay, qui commandait les forces américaines d'occupation. Il se montra un chaud partisan de notre idée de faire venir à Caux les nouveaux dirigeants allemands. Il nous fit également sentir que la décision relevait entièrement de l'autorité du général Clay lui-même.

Après deux entrevues avec le général Clay, celui-ci fixe rendez-vous à la petite équipe pour le mois suivant à Stuttgart, où il allait rencontrer les ministres-présidents des quatre Laender (provinces) de la zone américaine. Entre temps, Twitchell et ses compagnons se rendent dans la Ruhr où ils peuvent voir de près la désolation et la famine qui régnaient dans ce qui avait été un des points d'appui essentiels du régime nazi. Le 4 août 1947, à Stuttgart, le général Clay leur fait rencontrer les responsables politiques des quatre Laender.

Il ne les avait pas prévenus de ce à quoi ils devraient s'attendre. Leur curiosité était grande. Je leur parlai de Caux et, au nom de Frank Buchman, leur proposai d'y venir avec leurs familles, en précisant qu'ils seraient bien entendu nos invités. Nous leur demandâmes en outre de faire la liste des autres personnalités de leurs *Laender* qui pourraient profiter également d'une

telle invitation. Leur perplexité fit rapidement place à la surprise et à la reconnaissance. La plupart d'entre eux n'étaient pas sortis d'Allemagne depuis 1933. Certains avaient fait de la prison. Depuis les débuts, ils avaient fait partie de l'opposition anti-hitlérienne. L'idée de se rendre avec leur femme et leurs enfants dans un pays libre où ils trouveraient des amis et une nourriture correcte passait leur imagination.

D'emblée ils comprirent aussi qu'ils ne se rendaient pas en villégiature et entrevirent les possibilités d'une re-création, au sens propre du terme, non seulement de leurs propres existences, mais de l'Allemagne et de l'Europe.

Culpabilité ou responsabilité ?

Arrivés à Caux, M. Twitchell et son groupe s'apprêtent à y accueillir les premiers délégués allemands.

La conférence battait son plein. Les premiers Allemands arrivèrent quelques jours après nous. Au poste-frontière de Bâle, on leur donnait de l'argent suisse, des vivres et un billet aller-retour pour Caux. Cette année-là, nous en accueillîmes plus de cent cinquante. La plupart d'entre eux

s'étaient opposés à Hitler et au régime nazi. Ils n'en éprouvaient pas moins un grand sentiment de culpabilité pour ce qui s'était passé. A Caux, ils rencontrèrent des gens qui avaient pris conscience du fait que nous étions tous responsables du passé et que nous pourrions tous susciter un renouveau dans le monde. Il ne leur était pas difficile de venir à la conclusion que le monde avait besoin de changer, mais moins facile d'accepter pour eux-mêmes la nécessité du changement de l'individu.

L'atmosphère était à la réconciliation. Des hommes qui avaient participé à de cruels actes de guerre se retrouvaient en face de leurs anciens ennemis. La haine avait corrodé tant de cœurs qu'elle paraissait amplement justifiée. La nature humaine avait laissé libre cours à ses aspects les plus rebutants. Les adversaires d'hier ne se retrouvaient pas toujours avec joie à la même table.

Réalisme

L'atmosphère était aussi au réalisme. « C'est la dernière chance de mon pays, devait déclarer M. Erwin Stein, ministre de l'Éducation de Hesse. Nous avons souvent essayé de donner un contenu réel à la démocratie, mais nous n'avons jamais

réussi. Il nous faut maintenant établir en Allemagne une démocratie d'inspiration divine. Ce sera alors la nôtre et non celle que nous aurons reçue de l'Angleterre, de la France ou de l'Amérique.

« En tant que chrétiens, nous savions quelle était la voie à suivre, mais à cause de nos faiblesses et de notre sens de culpabilité, nous ne l'avons pas fait. Nous aurions dû proclamer notre foi plus courageusement.

« Mon pays a infligé d'immenses souffrances à d'autres nations parce que nous avons oublié que seul Dieu et ses commandements peuvent disposer de la vie et des actions des hommes. La culture, le progrès, ne sont pas des valeurs en soi dans l'organisation d'un Etat. Le renouveau social et économique doit être précédé d'un renouveau moral et spirituel. »

Il régnait aussi à Caux une atmosphère de décision. Tous n'y ont pas trouvé une nouvelle orientation de vie. Certains parlèrent avec éloquence de l'idéal de Caux, mais en repartirent tels qu'ils étaient arrivés. Beaucoup, par contre, comprirent qu'ils avaient besoin de pardon, d'un changement de mobiles et de comportement, d'une idéologie de liberté.

Ces Allemands commencèrent à penser à la nouvelle Allemagne, qui allait devoir renaître des cendres de l'ancienne, et aux

valeurs sur lesquelles elle devrait être édiflée.

Il en résulta une brochure, *Es muss alles anders werden* (« Tout doit changer »). Grâce à des dons en papier venus de Suède et d'Amérique, un million et demi d'exemplaires de cette brochure furent diffusés durant l'hiver 1947-48 à travers toute l'Allemagne, dont quatre cent mille en zone d'occupation soviétique.

Durant l'été 1948, cinq cents Allemands participent à la conférence de Caux.

Au début du mois d'octobre, nous reçûmes de Karl Arnold, ministre-président de la Rhénanie-Westphalie, et de son équipe gouvernementale, un télégramme invitant un groupe du Réarmement moral à se rendre dans la Rhur et à y donner les pièces de théâtre *La bonne Route* et *L'Élément oublié* (voir photo ci-dessous).

Du café et des roses

L'objectif de Karl Arnold était de « répandre l'esprit de Caux à travers le pays et de lui donner ainsi espoir et force ». Des invitations semblables furent également adressées par les ministres-présidents de Bavière et de Bade-Wurtemberg.

Une fois de plus il faut s'adresser aux autorités militaires alliées en Allemagne.

Le public allemand se presse aux portes du théâtre où se jouent deux pièces du Réarmement moral : La Bonne Route, revue musicale créée à Caux en 1946 et présentée jusqu'en 1949 à travers l'Europe, et L'Élément oublié, de l'Anglais Alan Thornhill.

Photo de droite : Un des dirigeants de la nouvelle Allemagne à Caux. De droite à gauche : Hans Boeckler, premier président de la Fédération des syndicats allemands, Frank Buchman, Ken Twitchell et un autre collaborateur.





Le général Lucius Clay, commandant en chef des forces d'occupation américaines en Allemagne. Lors de sa prise de commandement, il avait précisé que les Allemands ne seraient pas « dorlotés », que son administration serait « essentiellement militaire », qu'on ne permettrait pas aux Allemands de l'oublier. Le fait qu'il ait autorisé le Réarmement moral à accueillir d'importantes délégations à Caux donne une mesure de l'évolution de la pensée des chefs alliés.

En plein pont aérien, Twitchell et un collègue s'envolent pour Berlin où ils voient le général Clay et obtiennent les 250 visas nécessaires. C'est la première fois depuis la fin des hostilités qu'un groupe international civil de cette importance se prépare à pénétrer en Allemagne.

Le 9 octobre 1948, un convoi composé de huit autobus suisses et de dix voitures particulières quitte Zurich pour l'Allemagne.

En route pour Munich, le convoi s'arrêta à Ulm. Une foule s'était rassemblée sur la place de la cathédrale. Un ensemble d'instruments à vent salua le groupe depuis la grande galerie au-dessus du portail. Que d'émotion pour ces habitants d'une grande ville allemande qui rencontraient pour la première fois depuis des années des représentants de nombreux pays, y compris de ceux avec lesquels ils avaient été en guerre. Ils avaient pris sur leurs maigres rations de quoi servir du café et des gâteaux. Beaucoup d'entre eux avaient apporté des roses.

S'exprimant en allemand, une jeune Française dit avec émotion qu'elle avait enterré sa haine et qu'elle voulait vivre désormais pour un monde nouveau, avec les Allemands. Elle toucha les cœurs profondément.

A Munich, ce fut le même accueil. La moitié de l'équipe internationale (plus de cent personnes) fut hébergée dans des foyers, alors que la ville avait été détruite à 40 % !

A la fin du mois, après des représentations à guichets fermés dans une demi-douzaine de villes, la troupe de La bonne Route se rend en Angleterre, mais cinquante membres du groupe et une troupe allemande de L'Elément oublié restent dans la Ruhr, à l'invitation de Karl Arnold. « La Ruhr se trouve au cœur du rapport des forces en Europe, avait dit celui-ci. On attend d'elle une contribution décisive et importante à la reconstruction de l'Europe. Un ordre nouveau ne pourra être établi que si cela commence dans le cœur de l'homme. Cet ordre nouveau n'est concevable que dans la stabilité sociale, politique et économique. Le Réarmement moral ouvre la voie de l'Europe nouvelle dans le domaine spirituel. »

Durant les mois qui suivent, 120 000 personnes assistent à ce spectacle dans la Ruhr et dans le reste du pays.

Des discussions acharnées

Affrontant le dur hiver 1948-1949, près d'une centaine d'hommes et de femmes formés par le Réarmement moral, la plupart âgés de moins de trente ans, se mirent au travail dans la Ruhr. Il y avait là des Américains, des Britanniques, des Canadiens, des Français, des Suisses, des Hollandais, des Scandinaves et, en nombre croissant, des Allemands. Travaillant jusqu'à seize heures par jour, sans salaire, mal nourris, ils mettaient tout en œuvre pour la création d'une Allemagne nouvelle, d'une Europe nouvelle. Beaucoup d'entre eux, quelques années auparavant, avaient combattu les nazis sous l'uniforme allié ou dans des groupes de résistance. Hébergés dans les familles, ils entrèrent en contact avec les ouvriers, les dirigeants syndicaux, les cadres, les industriels, les responsables politiques. Soir après soir, lors des représentations de la pièce ou lors de discussions acharnées dans les cafés ou les foyers, ils contribuèrent à ouvrir les esprits à une nouvelle façon de penser. Une prise de conscience se fit au sein de l'opinion allemande.

Un nouveau réalisme s'empara des partenaires de l'industrie, au niveau personnel et au niveau des entreprises. Hommes et femmes, jeunes et vieux, acceptèrent dans leur vie les implications du changement. Une philosophie de vie, où l'obéissance aux directions divines occupait la place

centrale, fit sentir son influence. Cela devait provoquer inévitablement une collision avec le parti communiste.

Collision

En janvier 1948, les autorités britanniques avaient publié un document secret émanant du Kominform et intitulé *Protocole M*. « Le parti communiste allemand, peut-on y lire, occupe une position-clé dans la bataille imminente à livrer pour le cœur de la production européenne : la Ruhr. La classe ouvrière, dans toutes les nations, devra apporter son aide. La tâche du parti allemand sera d'utiliser sans scrupules cette aide, partout où elle pourra obtenir les meilleurs résultats possibles. »

Selon Hans Wessolech, fondateur du parti communiste dans la région de Dortmund, Moscou prévoyait dans son calendrier que la conquête de la Ruhr serait terminée en 1951.

En acceptant ce que leur proposaient les équipes du Réarmement moral, certains communistes de la Ruhr, qui se battaient pour leurs idées depuis les années vingt, se retrouvèrent au cœur d'une intense lutte idéologique. Tout commença dans les mines de la Compagnie Rhein-Preussen à Moers.

Membre du parti depuis vingt-cinq ans, Paul Kurowski avait été chargé de la formation idéologique dans le district de Moers. Après avoir assisté à une représentation de *L'Elément oublié*, Kurowski reçut chez lui certains des membres du groupe. Il



Le convoi d'autocars suisses s'apprête à franchir la frontière allemande.



A Caux, Frank Buchman entouré de cinq anciens dirigeants communistes de la Ruhr. Paul Kurowski est à sa droite, Max Bladeck à sa gauche. Hermann Stoffmehl est le deuxième à partir de la droite.

lui fut suggéré, puisque ces nouvelles idées l'intéressaient, de tenter une expérience : faire silence en lui-même et capter les pensées qui pourraient lui venir à l'esprit.

Certes, l'idée d'« écouter Dieu » lui était totalement étrangère, mais il comprenait bien le besoin de valeurs morales fondamentales. Il se déclara prêt. Il eut trois idées révolutionnaires : d'abord que les « réunions » dont il avait parlé à sa femme et qui occupaient tant de ses soirées, n'avaient pas été ce qu'il prétendait. Ensuite que certains de ses amis devraient rencontrer les membres du groupe. Enfin ceci : « Si ce que dit cette pièce est vrai, il faudra que je repense toute ma philosophie. » C'est ce qu'il fit.

Révolte au parti

Deux collègues de Kurowski vécurent un changement semblable. Les trois hommes commencèrent alors à communiquer leurs nouvelles convictions à leurs camarades dans les mines et à leurs collègues au sein du parti. Leur nouvelle attitude eut pour effet une mise en question des objectifs et de la tactique du parti et provoqua en retour, de la part de la direction nationale, une véritable persécution. Ils furent convoqués à des réunions à Moers et dans d'autres villes, violemment attaqués, accusés de déviationnisme puis exclus officiellement.

Par la suite, la direction du parti, confrontée avec une révolte ouverte de dizaines de responsables qui étaient allés à

Caux, décida de pratiquer une purge sévère. Lors d'une conférence à Essen, Hugo Paul, alors encore vice-président national, attaqua violemment le Réarmement moral

Un communiste de la Ruhr : « une voie

Max Bladeck se trouvait parmi les amis communistes de Paul Kurowski qui furent les premiers à être saisis par les idées du Réarmement moral à la suite de l'action menée dans la ville de Moers, dans la Ruhr. Voici ce qu'il déclara à Caux, en 1949, alors qu'il était président de la commission ouvrière de sa mine.

Ce matin, au cours d'une méditation de deux heures, j'ai acquis la conviction que je pouvais contribuer personnellement, par le Réarmement moral, à éliminer les conflits qui divisent le monde. C'est là une tâche des plus nécessaires. En effet, le développement insensé et anarchique de l'économie nous fait vivre sur un volcan qui menace à chaque instant de faire éruption.

L'idéologie du Réarmement moral est véritablement révolutionnaire, car elle oblige chacun, sans tenir compte de son origine sociale, à penser non seulement à lui-même, mais à l'existence en général.

De nos jours, les gens ont généralement des conceptions matérialistes, même quand ils se figurent être de bons chrétiens. Sans doute désirent-ils être chrétiens, mais la lutte pour la vie les en empêche. Marx a

et déposa une motion selon laquelle « aucun membre du parti communiste allemand n'a le droit d'aller à Caux. C'est le devoir de chaque membre du parti de combattre le Réarmement moral parce qu'il est l'ennemi de la classe ouvrière. »

Hermann Stoffmehl, membre de l'Exécutif provincial, prit la parole à son tour. Il parla de ses propres expériences et exhorta ses camarades à « prendre au sérieux le problème du changement de la nature de l'homme. » Il proposa une autre motion : « Que les dirigeants du parti réunis aujourd'hui prennent unanimement les objectifs du Réarmement moral comme base de discussion. »

Hugo Paul, qui présidait la réunion, fit procéder à un double vote. La motion de Stoffmehl obtint 400 voix, la sienne 407. Un scrutin qui donne la mesure de la pénétration de ces idées nouvelles au cœur du communisme allemand au moment même de son offensive dans la Ruhr.

Le 9 février 1950, le *Manchester Guardian* rendait compte de ces événements. Un article intitulé « Le Réarmement moral, une nouvelle hérésie communiste », portait au grand jour la nouvelle de la secousse subie par le parti communiste allemand, qui avait dû, d'une façon ou d'une autre, se débarrasser de quarante de ses dirigeants.

mis en évidence cette évolution matérialiste et il a essayé de réconcilier les actes et les pensées des hommes par l'instauration d'un nouvel ordre social. Marx et Engels ont appliqué ces principes à la société humaine et en ont tiré des conclusions qui condamnent inéluctablement le régime capitaliste, lequel rend une telle évolution fatale. Mais, de nos jours, même les hommes qui réfléchissent peu sentent qu'un nouveau facteur doit intervenir si l'on veut éviter l'écroulement du monde. C'est pourquoi, en tant que « roseau pensant », je saisis avec un zèle fanatique toute occasion d'éviter cet écroulement et ceci m'a mené à Caux.

J'ai connu à Moers les hommes du Réarmement moral et leur amour parfaitement désintéressé m'a conduit à les aimer à mon tour. Ici il m'a fallu mener contre moi-même un rude mais victorieux combat. Auparavant je n'avais plus aucune foi ni dans l'humanité, ni dans l'élévation possible de l'esprit humain. J'étais uniquement marxiste et je me figurais servir le prolétariat par la lutte des classes et élever ainsi le niveau spirituel de mes camarades par ma

Des liens précieux

L'action dont Ken Twitchell évoque la genèse dans son petit livre devait se poursuivre durant des années et porter des fruits abondants. Nombreux sont les observateurs, allemands et autres, qui attribuent la réintégration de l'Allemagne dans la famille des nations, la réconciliation franco-allemande et la mise en œuvre du plan Schuman au travail des équipes du Réarmement moral et aux rencontres de Caux.

« J'étais à Caux en 1947, devait déclarer en mars 1981 à Strasbourg, lors d'une rencontre au Palais de l'Europe, M. Wilhelm Hahn, membre allemand du Parlement européen, en présence de plusieurs de ses collègues. Ce fut pour nous une expérience lourde de signification. Pour la première fois depuis la guerre nous pouvions rencontrer des gens d'autres nations. Nous avons noué là-bas des liens extrêmement précieux. Nous devons beaucoup au Réarmement moral pour le travail qu'il a fait alors pour la compréhension entre les peuples. »

Dans un livre consacré au Plan Schuman (2), le professeur Henri Rieben, directeur du Centre de recherches européennes de Lausanne, cite l'homme d'Etat français : « Ce



Karl Arnold, qui fut le premier ministre-président de Rhénanie-Westphalie et qui prit l'initiative de faire venir le groupe du Réarmement moral dans la Ruhr au cours de l'hiver 1948-49.

plan n'est pas sorti de la laborieuse confrontation d'intérêts nationaux divergents, mais il est l'œuvre d'une équipe animée d'une volonté constructive com-

mune. » M. Rieben évoque ensuite l'amitié personnelle qui liait Frank Buchman et à Robert Schuman et à Konrad Adenauer et précise : « Les événements ont confirmé l'acuité de la vision de Frank Buchman. En faisant venir les Allemands à Caux tôt après la guerre, il a eu un regard portant loin et juste. »

Plus révolutionnaire que le marxisme »

propre intelligence. Il s'agissait de les amener à réfléchir à leur propre condition et à améliorer leur situation malheureuse : cette philosophie devait conduire à un changement révolutionnaire dans l'ordre social actuel, à supprimer les guerres et l'insécurité.

Je suis un révolutionnaire et c'est pourquoi je peux m'identifier pleinement à l'idéologie du Réarmement moral. J'ai retrouvé ici à Caux la foi dans l'humanité. J'ai passé par un changement réel que je voudrais transmettre à chacun. C'est le seul moyen d'apporter la paix et la prospérité à l'humanité. Je veux lutter de tout mon cœur et de tout mon être pour atteindre ce but. Le Réarmement moral s'élève au-dessus de toutes les différences et changera l'ordre social actuel basé sur le matérialisme en un ordre social conforme à la volonté de Dieu. C'est ce que m'a dit cette voix que nous appelons l'Élément Oublié. Voilà pourquoi j'ai changé. La question n'est pas de savoir par quel moyen théorique apporter la paix au monde, mais de changer afin d'assurer la paix. J'adresse un appel à tous les partisans d'un régime

autoritaire : « Acceptez l'idée du changement personnel : rejetez toute pensée partisane, afin que nous puissions nous réconcilier dans une pensée universelle et diriger ainsi les destinées du monde. »

Mes amis marxistes me diront – et j'entends une voix dans mon cœur le dire aussi – « Comment un marxiste peut-il s'exprimer ainsi ? » Mais je vous le dis à vous tous, marxistes et capitalistes de tous les pays : « Que vaut-il mieux : périr du conflit de deux théories universelles de l'évolution – le capitalisme et le marxisme – ou bien réaliser le bien suprême de l'humanité, concilier les meilleurs éléments de ces deux conceptions du monde et faire leur synthèse ? » Il ne s'agit plus de lutter les uns contre les autres, mais les uns pour les autres. Je souhaite du fond du cœur que tous les hommes comprennent cela.

C'est en prenant conscience de mon changement intérieur et extérieur que j'ai été libéré d'une conception partielle de la vie et que j'ai commencé à écouter la voix du cœur, qui nous montre à tous le meilleur chemin à suivre.

(1) *Regeneration in the Ruhr* (« Renaissance dans la Ruhr ») par Kenaston Twitchell. Princeton University press, Princeton N.J., U.S.A. Disponible en anglais aux Editions de Caux.

(2) Henri Rieben : *Des ententes de maîtres de forges au plan Schuman*, 1952.

GRANDE-BRETAGNE

Vers un rééquilibrage du rapport des forces politiques ?

Le rituel des trois grands congrès en Grande-Bretagne – parti conservateur, parti travailliste et fédération des syndicats – est soudain modifié cette année par la création d'un nouveau parti, le S.D.P. (Social Democratic Party), ceci au moment même où le parti travailliste est secoué par une crise. D'où vient le S.D.P. ? Qu'est-ce qui a conduit à sa création ? Quelles sont ses tendances et ses objectifs ? Un de nos correspondants en Angleterre, M. Gordon Wise, a suivi les congrès du parti travailliste et du S.D.P. et répond dans cet article aux questions que nous nous posons.

Le S.D.P. devant être considéré au centre gauche, donc sans prétention réelle de pouvoir attirer des membres du parti conservateur, il convient, pour comprendre ses origines, de se pencher sur l'évolution et la situation du parti travailliste. La bataille qui fait rage à l'intérieur du parti travailliste apparaît comme une épreuve de force entre la droite et la gauche, personnalisée par la confrontation entre Denis Healey et Tony Benn pour le poste de vice-président du parti. Le véritable enjeu de cette confrontation vient de ce que le vainqueur a toutes les chances de devenir avant peu le chef du parti.

Si Denis Healey l'a finalement emporté, il ne faut pas sous-estimer la force de Tony Benn. Healey avait une très légère avance sur son adversaire grâce au soutien qu'il trouve parmi les parlementaires et dans les syndicats.

Vers un retrait de la C.E.E. ?

De son côté, Benn a le soutien de quelque 80 % des jeunes activistes, délégués des comités de circonscription (qui ont la tâche de désigner les candidats) parce que sa politique est de leur donner plus de pouvoirs.

Lors d'un meeting « parallèle » auquel j'ai assisté, Benn rendit public le fait intéressant que, dans les dernières années, il ne s'était pas trop soucié d'être présent au parlement ; mais, ayant obtenu d'un collègue de l'opposition un désistement parallèle (1), il avait parcouru le pays, à raison de trois à quatre cents meetings par an, pour expliquer sa façon de voir les problèmes. C'était aussi le moyen d'établir son pouvoir « à la base ».

Au-delà de ces rivalités de personnes, les questions de fond demeurent préoccupantes pour tous. Si Healey a été élu, bon nombre des idées de Benn n'en ont pas moins été adoptées. Ont notamment été entérinées les propositions de désarmement nucléaire unilatéral qui seraient appliquées si le parti revenait au pouvoir, de retrait de la C.E.E. (probablement sans référendum, bien que les Britanniques aient choisi par référendum d'y entrer) et enfin de diminution des pouvoirs de la police. Par contre, les propositions de retrait de la Grande Bretagne de l'O.T.A.N., d'un retour en masse aux nationalisations et d'un retrait des troupes britanniques d'Irlande du Nord – jusqu'à ce qu'une solution satisfaisante du point de vue de la sécurité soit mise en place – ont été rejetées.

On est tenté de parler de glissement général à gauche du parti bien que l'usage de ce terme soit difficile. La gauche d'hier, avec Michael Foot, est devenue aujourd'hui la droite ou le centre du parti. Il faut toutefois remarquer le changement de couleur politique du comité exécutif national du parti où cinq représentants de l'extrême gauche ont été remplacés par cinq modérés de gauche.

Cependant, l'élection de Healey et le rééquilibrage du comité exécutif en faveur des modérés ont peu fait pour apaiser les méfiances de beaucoup de traditionalistes, délégués ou simples militants. Cet arrêt du glissement vers la gauche est considéré comme temporaire et non décisif du fait de la détermination de la gauche de poursuivre le combat. C'est pourquoi beaucoup de députés du parti travailliste ont quitté leur vieux navire pour un voyage incertain sur le bateau du S.D.P.

Tony Benn a exaspéré un peu tout le monde excepté ses partisans les plus dévoués, dont certains semblent le manipuler plus qu'il ne les manipule. Qui dirige qui, voilà qui est difficile à discerner. Un membre actif du parti commente dans le *Times* : « Il est difficile de voir qui ramènera un réel débat démocratique dans le parti. » A moins qu'un changement ne s'opère rapidement, les sociaux-démocrates qui sont encore au parti travailliste n'auront bientôt plus d'autre choix que de quitter un parti dont ils abhorrent de plus en plus les prises de position.

Ceux qui ont cru suivre leur conscience en restant dans le parti pour y susciter la volonté de se battre l'ont fait ouvertement et, en vérité, d'une façon désespérée. Suite aux décisions du congrès, les députés n'étaient plus eux-mêmes leur chef de file, ne peuvent plus avoir le dernier mot dans la rédaction du manifeste électoral, ne sont désormais plus assurés d'être sélectionnés comme candidats et seront bel et bien écartés s'ils tombent en disgrâce aux yeux de leurs propres comités de circonscription, de plus en plus dominés par la gauche. Ils chercheront donc à revenir en arrière sur la question du mode d'élection du leader et à préserver le droit des députés à voter selon leur conscience.

Elans du cœur

Derrière les remous idéologiques qui agitent le parti travailliste, on sent encore les élans du cœur. Le débat sur le dialogue nord-sud, par exemple, a donné lieu à une plaidoirie passionnée et à un appel à l'esprit socialiste traditionnel qui veut que le parti se préoccupe de la fraternité avec l'humanité tout entière. Ou bien encore sur la question irlandaise, le congrès a exprimé clairement que la violence n'est pas le moyen d'assurer la justice, que le problème est britannique autant qu'irlandais et qu'il gît au fond de la conscience du peuple britannique.

Le réveil de certains modérés qui sont décidés à rendre coup sur coup à la gauche, et dont l'action a notamment conduit au rééquilibrage du comité exécutif national, suffira-t-il ? Cela dépendra du nombre de ceux qui se laisseront réveiller par la situation actuelle, de leur capacité à concevoir intelligemment une contre-stratégie, de l'enthousiasme, des sacrifices, de l'engagement pour une vraie démocratie de la part de ceux qui ne veulent pas voir le prochain gouvernement travailliste s'installer au pouvoir pour mener une politique semblable à celle des pays communistes de l'Europe de l'Est.

Quelle est la part d'idéalisme sincère ou d'ambition endurcie dans les motivations de Tony Benn ? Se préoccupe-t-il vraiment des personnes ou fait-il passer le pouvoir en premier ? Dieu seul le sait. Peut-être Mme



Les dirigeants du nouveau parti social-démocrate britannique, ceux qu'on appelle « la bande des quatre ». De gauche à droite : MM. Roy Jenkins, David Owen, William Rodgers et Mme Shirley Williams.

Benn le sait-elle. Et sans aucun doute, s'il est honnête avec lui-même, M. Benn le sait aussi. Quant à nous, nous ne pouvons que l'imaginer.

L'espoir d'un effondrement du parti travailliste doit être présent dans les esprits des membres du S.D.P., surtout chez ceux qui avaient été en première ligne au parti travailliste et qui, après les affres d'un choix difficile, ont finalement décidé de changer de parti.

Ainsi, le S.D.P. se présente comme une « coalition des forces modérées » qui offrirait une politique plus en accord avec la tolérance innée du peuple britannique que ne le sont le « thatcherisme » (doctrine monétariste) et le « bennisme ». Pour être en mesure d'offrir une solution de rechange, le S.D.P. fait cause commune avec les libéraux dont il partage la plupart des idées politiques en sachant, tout comme son associé, qu'il n'a aucune chance d'arriver seul au pouvoir.

Deux fois 300 candidats

Cette nouvelle alliance ne manque pas d'audace : Bill Rodgers, porte-parole du S.D.P., a annoncé qu'ils étaient arrivés avec les libéraux à un accord pour que, aux prochaines élections, chacun des deux partis dispute 300 sièges — la Chambre des Communes tout entière. « Il n'y a pas un seul siège conservateur ou travailliste qui ne soit menacé, a-t-il déclaré. Maintenant, les autres partis nous craignent davantage qu'ils ne se craignent entre eux. » Il est vrai que l'objectif de rassembler 60 000 membres a été dépassé de 6 000.

Quant à leur programme, David Owen, ancien ministre des Affaires étrangères, a fait appel lors du congrès de Londres à une réforme constitutionnelle, se faisant l'avocat d'une constitution écrite. Leur objectif premier est de remplacer par la représentation proportionnelle le système actuel de majorité relative. « Avec le système actuel, a dit Owen, les conservateurs ont pu être élus avec seulement 33 % des voix. Mme Thatcher a un mandat minoritaire. » Par ailleurs, les libéraux qui ont obtenu 19 % des voix n'ont récupéré que quatorze sièges.

Tout comme le parti travailliste, ils veulent une réforme de la Chambre des Lords. Mais alors que les travaillistes, sous l'influence de Benn, veulent la faire disparaître, l'alliance libéraux-S.D.P. veut créer une deuxième chambre élue. Owen souhaiterait y voir siéger des groupes de « spécialistes » représentant les différentes catégories professionnelles.

Ayant récemment quitté son poste de président de la commission de la C.E.E., où il siégea pendant quatre ans, désigné selon un sondage de la B.B.C. comme le leader probable du S.D.P., Roy Jenkins s'exprime avec autorité sur le programme économique de son parti et propose des idées originales pour revivifier l'économie, notamment grâce à une meilleure utilisation des revenus du pétrole de la mer du Nord. Le S.D.P., dit-il, restaurerait la confiance qui est la condition première de la croissance. Les conservateurs considèrent toute industrie nationalisée comme un boulet à trainer. Les travaillistes considèrent tout profit comme une anomalie. Nous devons mettre fin à la guerre d'usure qui se mène

entre les secteurs public et privé. Son appel, lors du congrès, à « un réformisme radical et responsable, resté lettre morte pendant trop longtemps dans ce pays et dont nous nous trouvons être les héritiers », a suscité une ovation fracassante. La récente victoire de la nouvelle coalition lors de l'élection partielle de Croydon aura été un encouragement. Vingt-et-un députés (vingt travaillistes et un conservateur) ont rejoint les rangs du S.D.P. Mais le parti a encore besoin de gagner, sous sa propre bannière au moins, un siège parlementaire.

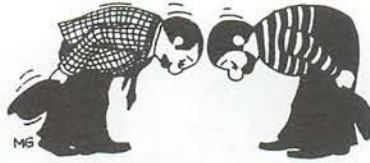
Une force politique crédible ?

Le S.D.P. et les libéraux pourraient former une force politique crédible s'ils trouvaient une réelle unité entre eux, et ainsi prendre le pouvoir, ou du moins maintenir un certain équilibre entre les deux grands partis traditionnels. Mais déjà, des grondements se font entendre pour savoir qui sera le chef du parti et comment il sera élu. Ainsi vont la politique et la vie. Mais le test pour tous les partis, S.D.P., travailliste, libéral ou conservateur est dans son essence : ce que je veux voir se passer est-il vraiment pour le bien du pays ou pour mon bien propre et celui des miens ?

Frédéric Chavanne

d'après une enquête de Gordon Wise

(1) Quand un parlementaire britannique doit s'absenter du parlement pendant une certaine durée, il est de coutume que, sur sa demande, un parlementaire du camp adverse accepte de ne pas voter durant cette période pour ne pas rompre les équilibres.



Relations franco-britanniques

« Saisir le taureau par les cornes »

« Nos différences peuvent être source de complémentarité ou source de division », peut-on lire dans le carton d'invitation à une récente rencontre franco-anglaise dans le comté de Kent. « Quand nos relations sont au pire, poursuit le texte, nous pouvons découvrir des vérités à notre propre sujet, qui, regardées en face, nous serviront ensuite à affronter les défis du monde passionnant mais dangereux dans lequel nous vivons. » Sur la lancée de ces propos, une centaine de personnes, dont un groupe venu de France, se sont rassemblées en septembre dernier dans le prieuré d'Aylesford, près de la petite ville de Sevenoaks.

Eliminer le poison

A la même époque, le président Mitterrand rendait visite au premier ministre britannique, Mme Thatcher. Son passage devait laisser un impact profond dans la nation anglaise et susciter un nouvel espoir de rapprochement entre les deux pays. Le quotidien anglais *The Times* parla de la nécessité « d'éliminer le poison » qui existe dans les relations entre les deux pays. C'était précisément l'objectif de la rencontre d'Aylesford, dont la presse et la radio locales se firent bon écho, et où l'on remarqua la présence du député local, membre également du Parlement européen.

L'initiative de la conférence revenait à un groupe de personnes du sud-est de l'Angleterre : du fait de la proximité géographique des côtes françaises, elles sentaient que leur région devait œuvrer au rapprochement entre les deux pays. Un haut fonctionnaire à l'ambassade de France, informé de ce projet, avait salué le courage de ceux qui, en organisant de tels échanges à cœurs ouverts, avaient « pris le taureau par les cornes ».

Les participants s'efforcèrent de cerner les éléments qui enveniment les relations entre leurs pays et qui naissent au niveau des réactions personnelles : sentiments de supériorité, esprit de rivalité, amertume ou simple indifférence. Leur recherche s'inscrivait dans la perspective de la situation mondiale et des responsabilités communes aux deux nations, dont les querelles, par exemple, se répercutent jusque sur la scène africaine, comme le fit ressortir un Britannique qui, pendant plus de trente ans, avait travaillé comme haut fonctionnaire au Nigéria. « Beaucoup d'Anglais, dit-il, accusent la France et l'Angleterre non plus pour leur impérialisme mais pour la division qu'elles ont créée entre pays anglophones et francophones d'Afrique. » Inquiet de constater l'intention des travaillistes de se retirer de la C.E.E., « alors qu'ils professent l'internationalisme », un syndicaliste français affirma : « Les fondateurs de la Communauté voulaient faire de l'Europe un pont entre l'Est et l'Ouest, le Nord et le Sud. Il semble que les préoccupations économiques aient pris le dessus. » Mais à l'issue de son séjour dans la famille anglaise qui l'avait accueilli, il disait mieux comprendre l'attachement de l'Angleterre à son rôle passé. « Beaucoup d'Anglais, dit-il, voient dans l'adhésion à la Communauté européenne le risque de perdre leur identité. » Ceci à une époque où, d'après un autre intervenant, « la participation à la Communauté est une question idéologique de première importance ».

Un correspondant nous écrit qu'on sentait à Aylesford un effort réel pour aller au fond du différend franco-britannique et en chercher la guérison à force d'honnêteté et de compréhension mutuelle. Des représentants de la ville voisine du lieu de réunion décidèrent de proposer un jumelage avec une ville du Zimbabwe et de sensibiliser une centaine d'associations locales à ce projet. Il fut suggéré d'inclure aussi dans

cette démarche les villes française et allemande déjà jumelées à la localité. Un conseiller municipal, enseignant de profession, manifesta son désir d'accueillir des collègues d'Outre-Manche. Une responsable des services locaux de Sécurité Sociale souhaite faire de même avec des homologues dans sa profession.

Un modèle à suivre

« La rencontre d'Aylesford est un modèle à suivre », nous écrit notre correspondant d'Angleterre. Il souhaite que se multiplient à travers le pays des initiatives de ce genre et que des Français puissent les encourager par leur présence. Il pressent la chance pour des personnes qui nourrissent des griefs contre la France ou l'Europe de trouver de « vraies guérisons ». « On peut voir un pays à travers les journaux et la télévision », disait un participant français à Aylesford, « et croire qu'on le connaît, mais il faut y aller pour en comprendre l'âme. »

Nathalie O'Neill



LECTEURS ET LECTRICES

Commandez dès maintenant la collection reliée 1981 de *Changer*.

Les douze numéros de l'année réunis en un volume solide et d'une présentation élégante.

Un document utile, disponible dès janvier 1982.

Coupon à renvoyer à l'une de nos adresses :

M.....

Adresse

.....

.....

Commande ... exemplaire (s) de la collection reliée 1981. (Fr.s. 25.- ; FF 60 l'ex.)

DEVELOPPEMENT :

Le rôle des cadres du monde industriel

Paul Gundersen est finlandais. Il est cadre supérieur d'une firme dont l'activité s'étend à l'Asie et l'Afrique. Il a prononcé le discours qui suit devant le forum industriel de Caux en août 1981.

Une chance unique s'offre aux industriels et aux hommes d'affaires de créer un esprit de collaboration entre diverses régions du monde. En effet, n'étant pas gênés par le protocole officiel, nous pouvons aborder tout de suite le vif du sujet. Car nous avons précisément affaire à ceux qui sont aux prises avec les réalités et qui sont le plus à même de favoriser cette collaboration. Pourtant, nous laissons échapper des occasions et tout finit dans la frustration.

Voici un exemple : j'ai participé, en Afrique, à une réunion entre Scandinaves et représentants d'un pays en voie de développement. Nous réunissions à nous tous toutes les compétences techniques et économiques souhaitées pour résoudre un problème précis. Nos buts étaient pratiquement les mêmes. Cependant, la solution que nous avons adoptée fut une caricature de celle qui aurait pu être trouvée. Sans être grand clerc, on pouvait voir que la suspicion et une profonde méfiance chez certains, le scepticisme et l'absence d'expectative chez les autres avaient élevé une cloison invisible entre les deux groupes.

Table rase

En tant qu'occidentaux, et si nous voulons voir s'établir un esprit de collaboration, nous devons nous efforcer de faire table rase de nos préjugés et de notre cynisme. D'après mes observations, il n'y a rien de tel que le cynisme pour tenir en échec les facultés créatrices, la volonté et l'imagination qui permettent de trouver des solutions.

Dans le domaine du développement, il y a une question qui reste sans réponse : quelle technologie choisir ? Les procédés d'automation qui exigent de hautes qualifications techniques et une main-d'œuvre réduite ne servent pas forcément les intérêts de l'éventuel utilisateur. Mais celui-ci risque de nous en vouloir si nous proposons des méthodes plus simples.

C'est bien la question qui s'est posée avec acuité lors de la conférence de Vienne sur la technologie. Le délégué de l'Inde y a

souligné que les pays en développement, pour fabriquer des produits essentiels, n'ont pas besoin d'une technologie plus avancée que celle existant déjà. Cette idée a suscité l'opposition de la majorité des participants. Selon ces derniers, les nations industrialisées ne manquent pas d'insolence : elles utilisent des technologies très avancées afin de continuer à augmenter leur niveau de vie, et déconseillent, par ailleurs, aux pays en développement d'investir dans ces méthodes.

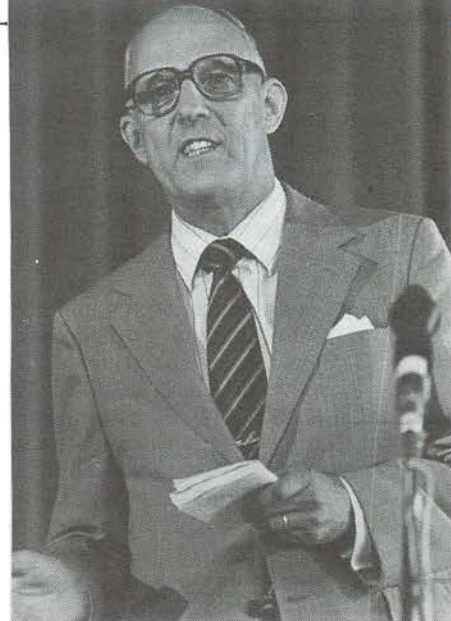
Comment l'acheteur peut-il savoir si celui qui offre la solution la plus efficace est sincère et si ce n'est pas justement une solution financièrement avantageuse pour le vendeur ? Une fois encore, nous sommes ramenés au problème de la confiance. La confiance qu'un homme a ou n'a pas en quelqu'un est intimement liée aux mobiles qui l'animent et aux buts qu'il poursuit. On a vite fait de les découvrir.

Récemment, un Scandinave, éminent professeur dans une université technique, a vivement critiqué certaines de nos entreprises qui participent à la réalisation de projets dans des pays en développement : ces pays, a-t-il fait remarquer, ne possèdent peut-être pas encore les compétences nécessaires pour maîtriser le *software* (la matière grise fournie par les programmeurs, ingénieurs, etc.) dont dépend le bon fonctionnement d'une usine une fois qu'elle est installée. Le constructeur, lui, est plus concerné par les projets de vente et de construction que par le fonctionnement à long terme. Il quitte le pays dès qu'il peut, laissant le client se débattre avec ses difficultés.

Seuls à leur hôtel

Un groupe d'hommes d'affaires africains vient d'effectuer un voyage d'études d'un mois en Scandinavie. Les cours qu'ils ont reçus étaient excellents, mais rien n'avait été prévu pour qu'ils puissent faire connaissance des Scandinaves chez eux. On les a laissés passer leurs soirées dans leurs hôtels.

Voilà qui trahit l'étroitesse de nos conceptions : nous savons d'avance qui est capable d'apporter une contribution valable, et qui doit la recevoir. Les occidentaux que nous sommes doivent réapprendre l'humilité. En insistant de façon excessive sur les aspects techniques de la vie, nous



restons aveugles sur nos propres manquements. Le génie créateur et la grandeur spirituelle des peuples africains sont peut-être les éléments déterminants qui nous permettront de trouver une nouvelle qualité de vie, faisant pendant au développement technologique de notre époque.

Je connais un ingénieur dont l'affaire participe à des projets en Asie et en Afrique. Sans y avoir été convié par ses supérieurs, il a décidé avec sa femme de consacrer son temps libre, pendant une longue période, à un groupe venu d'outre-mer pour suivre des cours de formation. L'atmosphère du groupe en a été transformée et sa cohésion renforcée. Les résultats sur le plan professionnel ont dépassé ceux des autres groupes. La confiance est née entre les deux entreprises concernées, ce qui mit fin aux malentendus et aux blocages inévitables lorsqu'il s'agit de projets complexes. Il suffit de quelques personnes dévouées pour tout transformer.

Les responsables de l'industrie ne doivent jamais négliger le souhait et la capacité de leurs subordonnés de travailler pour un but qui va au-delà de leur intérêt personnel. Nombreux sont les responsables qui pèchent dans ce sens : serait-ce le reflet de conceptions personnelles rabougries ?

Dans le tiers-monde on rencontre souvent des gens peu coopérants ; tout comme chez nous. Mais si nous n'avons aucun préjugé envers le pays où nous travaillons, une attitude injuste ne nous blessera pas, et si les gens mettent en doute la sincérité de nos efforts, nous ne deviendrons pas cyniques. Nos réactions à ce moment-là révéleront au grand jour nos mobiles, notre recherche d'approbation, de succès personnel ou du succès de l'entreprise, ou beaucoup plus encore.

On a dit partout en Scandinavie que les pots-de-vin — à moins qu'on ne préfère utiliser un terme plus noble ! — sont justifiés dans la mesure où ils permettent d'arracher un contrat. Dans ce cas, un

occidental qui se prête à ces pratiques de corruption a-t-il le droit d'accuser un pays en développement de la corruption qui empêche toute efficacité? Pourquoi un responsable du tiers-monde devrait-il accorder sa confiance à cet occidental pour autre chose?

Des principes moraux absolus sont sans pareil pour qui veut affiner sa réflexion et son action dans une situation où l'on voit intérêts et points de vue s'affronter. En Occident, il existe des situations qui posent d'énormes problèmes pour lesquels on ne voit encore aucune action immédiate possible. Mais si nous sommes guidés par des mobiles qui ne craignent pas d'être exposés au grand jour, si nous croyons en l'autre et lui témoignons de la compassion,

tôt ou tard nous saurons comment agir.

Collaborer vraiment n'est possible que si nous voyons en l'homme une valeur absolue, si nous cessons de classer les autres en catégories, ou que notre sollicitude à leur égard compte autant dans les négociations que la solution la moins chère et la meilleure sur le plan technique.

Ce n'est pas des contraintes admises bon gré mal gré que naîtra la collaboration. Elle naîtra avec la prise de conscience de sa nécessité même. Ce ne sont pas des déclarations qui nous permettront d'y arriver, mais un engagement de notre part. La véritable collaboration existe chaque fois que nous abandonnons nos petits calculs pour accepter l'autorité divine.

Paul Gundersen

DANS LA MÊLÉE

ITALIE :

Pari sur l'honnêteté

Le témoignage d'un chef d'entreprise

*M. Giuseppe Pasquali dirige à Novare, en Italie du nord, une filiale des Ateliers des Charmilles à Genève (brûleurs Cuénod). Son entreprise compte une quarantaine d'employés et est en rapport avec cent quarante agents commerciaux répartis d'un bout à l'autre de l'Italie. Lors de son dernier séjour à Caux, M. Pasquali a fait aux rédacteurs du mensuel de langue allemande **Caux-Information** le récit que nous reproduisons ci-dessous.*

En Italie, la déclaration d'impôt pose un problème à tout le monde : au contribuable et à l'administration fiscale. La pratique consiste à déclarer un montant qui représente beaucoup moins que le montant imposable. L'administration fiscale calcule alors l'impôt à partir d'une somme cinq ou dix fois supérieure à ce qui a été déclaré. Puis on discute pendant un an ou deux au moyen de recours et de contre-recours. Au terme de ces transactions, on finit par payer plus ou moins ce qui est juste.

Quand je suis arrivé à Novare il y a quatre ans, j'ai reçu du bureau des impôts de Milan une taxation sur notre société pour les années 1969 à 1973. Il était dit que, bien que nous eussions déclaré une perte, l'autorité fiscale avait établi que la société avait fait un bénéfice et qu'on devait

payer, intérêts compris, environ 400 millions de lire.

Or, ce n'était pas vrai. Durant ces années, la société avait fait des pertes qui étaient prouvées et prouvables. J'ai donc décidé de ne pas accepter cette imposition, ni de me soumettre à des arrangements de quelque sorte que ce soit et j'ai demandé à notre bureau fiduciaire à Milan de faire opposition. Ces messieurs de Milan étaient plutôt perplexes quant aux résultats que nous pourrions atteindre, mais ils ont fait loyalement ce que je leur ai demandé et ils se sont battus avec beaucoup d'énergie pour faire valoir nos raisons. Cela a duré trois ans durant lesquels j'ai été approché deux fois par des individus qui se prétendaient mandatés par quelqu'un du bureau des impôts et nous proposaient une transaction pour arranger les choses, moyennant quelques millions d'honoraires. C'eût été tout à fait légal : il se serait agi des honoraires du conseiller fiscal qui aurait arrangé les choses !

Gain de cause

Je n'ai jamais accepté. J'avais toujours dit : ou bien nous devons payer et nous payons tout, ou bien nous ne devons rien

payer. Après environ une année de discussions, le bureau des impôts a exigé le paiement de 120 millions de lire : « En attendant que votre recours aboutisse, m'a-t-on dit, commencez par nous payer cette somme. Si vous avez raison, elle vous sera restituée. »

Comme nous ne disposions pas de cette somme, j'ai dû m'adresser aux Ateliers des Charmilles, à Genève. On m'a fait confiance parce qu'on comprenait pour quoi je me battais. Le paiement a donc été effectué, à titre de caution, auprès du fisc italien, ce qui nous a permis de continuer à nous battre.

Il y a quelques mois, j'ai reçu du bureau de Milan qui a fait toutes les démarches pour nous, la communication que nos raisons avaient été entendues, que notre recours avait été accepté et que notre déclaration était admise comme exacte. On allait donc nous rembourser ce qui avait été versé, c'est-à-dire 120 millions de lire, plus les intérêts.

Ce qui est important pour moi, c'est qu'une relation de confiance nouvelle s'est établie entre la Suisse et nous et que la preuve était faite qu'en Italie aussi il y a des gens corrects. Avec un peu de patience et en faisant les choses honnêtement, on peut obtenir gain de cause. D'autre part, il semble que de nouvelles relations se soient établies entre nous et les autorités fiscales. Nos déclarations d'impôts n'ont plus été contestées depuis lors.

Au début, les employés de l'entreprise ont tous été très frappés par les résultats de notre action et il règne maintenant une nouvelle atmosphère, qui m'a donné la paix intérieure. Les visiteurs qui entrent dans nos bureaux le constatent. « Qu'est-ce que vous avez, nous demandent-ils ? Il y a ici quelque chose qu'on ne remarque pas ailleurs. » En fait, ce n'est rien de spécial, les gens font leur travail d'une façon non crispée, responsable, sans contestation apparente, dans un esprit de collaboration.

Avec les épouses

En 1980, notre société, qui avait travaillé à perte depuis treize ans, a fait pour la première fois un petit bénéfice. Ce fut une très grande satisfaction pour les employés, d'autant plus que c'était un bénéfice acquis honnêtement. L'honnêteté, c'est important à tous les niveaux et c'est le seul moyen d'acquiescer la confiance. Depuis que j'occupe ce poste, nous n'avons jamais fait une affaire avec des pots-de-vin. Nous avons parfois perdu des contrats, mais nos clients savent qu'avec nous ils ont un bon produit et de bons services. Le prix est juste et ce qu'on paie, on le paie sans « commission ».

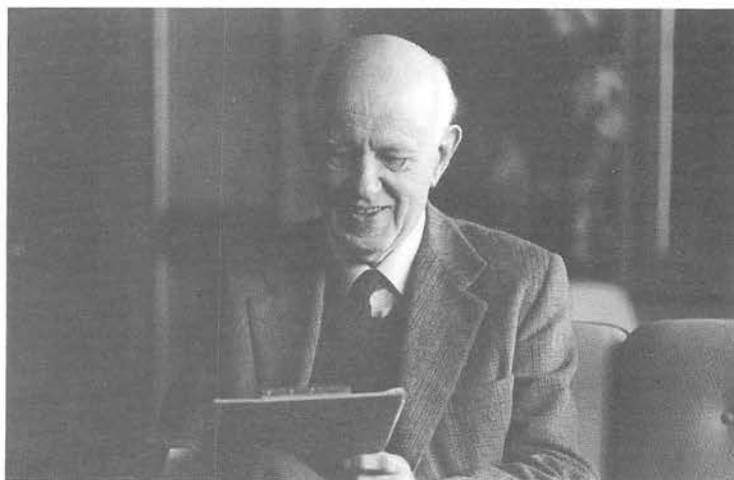
Cette politique, je m'efforce de la pratiquer partout dans l'entreprise. Par exem-

ple, j'ai autorisé mes représentants à voyager avec leur femme. Certains le font, d'autres pas. Mais ils savent qu'ils peuvent le faire et que moi-même je voyage toujours avec ma femme. Cela a changé l'ambiance de leur travail, probablement parce qu'ils en parlent ensemble. On a même constaté une réduction des frais de « représentation ». Sans doute font-ils plus attention, se sentent-ils plus responsables.

De même, nos agents commerciaux sont liés à nous par des motivations autres que commerciales. Récemment ma femme et moi avons passé quatre heures avec notre agent de Rimini et nous avons parlé de tout sauf des questions commerciales. Cet homme a pu s'ouvrir ainsi parce que ma femme était avec moi. Et cela n'a pas empêché ses commandes d'affluer par la suite !

Le principe, pour moi, n'est pas de payer ou de ne pas payer des pots-de-vins, de gagner ou de ne pas gagner de l'argent, mais de faire la volonté divine.

Quand on sort son drapeau et qu'on suit une ligne claire, on obtient plus de résultats en faisant moins d'efforts et en s'énervant beaucoup moins. J'ai appris à être un chrétien moins théorique et plus conséquent. Je connaissais la Parole mais je ne la mettais pas en pratique dans la vie de tous les jours. Cela, je l'ai appris à Caux.



Garth Lean photographé à Caux au mois d'août

Vient de paraître

« Dieu par expérience » ⁽¹⁾

de Garth Lean

Je rentrais au collège quand mon ami Jackman m'interpella :

– Où étais-tu donc, Garth ? Je t'ai cherché partout.

C'était, je le savais, l'heure de vérité.

– J'ai fait une expérience, fut ma réponse : j'ai remis à Dieu les commandes de ma vie.

Jackman eut l'air abasourdi – on l'aurait été à moins ! Rien n'avait pu lui laisser prévoir que j'allais prendre cette direction. A notre dernière rencontre, je ne m'en doutais pas moi-même.

– Tu es cinglé ! lança-t-il.

Il aurait pris en considération toute autre expérience. Celle-là était choquante, elle évoquait un obscur commerce avec l'indicible. Car nous étions bien de notre temps et, comme le notait Charles Morgan, le romancier à la mode de cette époque, l'excès de pudeur qui avait interdit à nos grands-parents de citer certaines parties du corps, s'appliquait pour notre génération aux choses de l'esprit. Si quelqu'un, dans nos cercles, faisait sérieusement mention de Dieu, il provoquait une gêne intense.

Cette conversation fut le premier pas de mon voyage vers la foi, un voyage qui se poursuit aujourd'hui encore, quarante ans plus tard...

Cette première page du livre de Garth Lean, dont l'édition française vient de paraître, met l'eau à la bouche. Mais le titre du livre peut créer la méprise. Il ne s'agit pas d'un traité sur l'approche expérimentale de la foi. Le titre original anglais *Good*

God, it works ! (Bon Dieu, ça marche !) – l'exclamation du chercheur dont l'expérience, contre toute attente, vient de réussir – révèle mieux l'esprit de l'auteur. Garth Lean décrit en même temps son voyage vers la foi et les événements de portée nationale et internationale vers lesquels cette aventure l'a emporté. Il le fait avec une grande sincérité et, c'est l'impression qui s'en dégage, avec l'enthousiasme même qui a guidé ses premiers pas. Il est rafraîchissant de cheminer ainsi, au long de ces 160 courtes pages, avec un homme de 70 ans qui fait preuve d'une fougue si jeune.

« Dieu par expérience », c'est aussi un coup d'œil sur cette multitude d'hommes et de femmes qui, d'un bout à l'autre de la planète, dans le sillage du Réarmement moral, ont fait une démarche comparable à celle de Lean, se jetant à l'eau avant de savoir qu'elle va les porter, découvrant Dieu dans le feu de l'action pour un monde meilleur.

J.-J. O.

(1) Editions de Caux. A nos adresses. FF 30 : Fr.s. 12.

Mission de la femme

Nous avons omis, dans notre précédent numéro, de mentionner l'éditeur de l'ouvrage de Paul Tournier Mission de la femme. Il s'agit des Editions Delachaux et Niestlé, à Lausanne. Nous regrettons cet oubli.

La rédaction

ESSO

SHOP

Tout pour votre voiture!



Commandez vos cartes de vœux à L'AIDE AUX CROYANTS DE L'U.R.S.S.

Vous pourrez ainsi soutenir l'action menée par l'A.C.E.R. (Action chrétienne des étudiants russes) pour envoyer livres, bibles, dons, colis aux croyants d'Union soviétique. Les images d'églises de Russie reproduites ci-dessus sont quelques-unes de celles qui ont été tirées en couleur sous forme de cartes de vœux. Il existe douze cartes différentes (format 11 x 15,5 cm) vendues par *série de six, avec enveloppes, au prix de 24 F, franco de port, ou par trois séries de six, avec enveloppes, au prix de 65 F.*

Adressez vos commandes à :

A.C.E.R. – Aide croyants
91, rue Olivier-de-Serres
75015 Paris

C.C.P. : A.C.E.R. 15373-59 Y Paris
Chèques bancaires au nom de :
A.C.E.R. – Russie

Extraits de lettres reçues d'U.R.S.S.

« Les livres constituent de réels témoignages du Christ dans notre situation où le nombre d'églises qui fonctionnent est très réduit, où les prêtres craignent de s'exprimer librement dans les réunions... La faim spirituelle devient intense, les paroles du prophète Amos se réalisent : « Voici venir des jours, dit le Seigneur, où j'enverrai la faim dans le pays. Non pas une faim de pain... mais d'entendre la Parole de Dieu... On errera pour chercher la Parole du Seigneur, et on ne la trouvera pas. » Chrétiens du monde entier ! Nous vous supplions d'accroître vos efforts pour atténuer notre faim spirituelle. »

« ...Les 2 500 roubles que vous m'avez envoyés ont été distribués aux chrétiens vraiment nécessiteux. De cette somme, 1 000 roubles ont été affectés pour la restauration d'une église. Cette église est restaurée par un prêtre tout à fait exceptionnel, le père A. (...) Il a besoin d'une aide matérielle pour mener à bien son travail. (...)

Je tiens à vous transmettre la reconnaissance infinie des personnes qui ont été secourues par vous. Cette aide a été perçue par eux comme la sollicitude divine envers eux... »